



Formulaire de demande d'aide en faveur d'investissements dans les secteurs stratégiques pour la transition vers une économie à zéro émission

Conformément à l'article 5 de la loi du 3 juillet 2025 instituant un régime d'aides en faveur de la transition vers une économie à zéro émission nette.

Vos droits concernant vos données personnelles :

Les informations qui vous concernent recueillies sur ce formulaire font l'objet d'un traitement par l'administration concernée afin de mener à bien votre demande. Ces informations sont conservées pour la durée nécessaire par l'administration à la réalisation de la finalité du traitement. Les destinataires de vos données sont les administrations compétentes dans le cadre du traitement de votre demande. Veuillez-vous adresser à l'administration concernée par votre demande pour connaître les destinataires des données figurant sur ce formulaire. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et le cas échéant d'effacement des informations vous concernant. Vous disposez également du droit de retirer votre consentement à tout moment. En outre et excepté le cas où le traitement de vos données présente un caractère obligatoire, vous pouvez, pour des motifs légitimes, vous y opposer. Si vous souhaitez exercer ces droits et/ou obtenir communication de vos informations, veuillez-vous adresser au ministère de l'Économie. Dans le cas où les coordonnées du service responsable ne sont pas indiquées, vous avez la possibilité de vous adresser au délégué à la protection des données du ministère de l'Économie via dpo@eco.etat.lu. Vous avez également la possibilité d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale pour la protection des données ayant son siège à 15, boulevard du Jazz, L-4370 Belvaux.

1. Identification du soumissionnaire / bénéficiaire

Toute modification de ces informations doit être notifiée au ministère de l'Économie par courrier électronique : decarbonation@co.etat.lu

Identité du déclarant

Nom :

Prénom(s) :

Fonction :

Téléphone :

E-mail :

Le déclarant a-t-il le pouvoir d'engager l'entreprise dans cette démarche ? ☐ Oui ☐ Non

Le déclarant est-il la personne de contact pour suivre le dossier ? ☐ Oui ☐ Non



Identité d'une personne habilitée à engager l'entreprise

Veillez compléter les informations ci-dessous et joindre le mandat signé (modèle fourni) à votre demande d'aide, si le déclarant n'est pas habilité à engager l'entreprise.

Nom : Prénom(s) :

Fonction :

Téléphone : E-mail :

Identité d'une personne de contact pour suivre le dossier

Veillez compléter les informations ci-dessous et joindre le mandat signé (modèle fourni) à votre demande d'aide, si le déclarant n'est pas la personne de contact pour suivre le dossier.

Nom : Prénom(s) :

Fonction :

Téléphone : E-mail :

2. Information sur l'entreprise

Identité de l'entreprise

Nom de l'entreprise :

Numéro d'identification luxembourgeois :

Numéro du registre de commerce :

Date de création de l'entreprise :

Adresse :

Code postal : Localité :

Code NACE de l'activité principale :

L'entreprise requérante est une entreprise autonome : ☐ Oui ☐ Non

Si non : Nom du groupe :

Coordonnées bancaires de l'entreprise

Numéro IBAN :



Identifiant BIC :

Autorisations de l'entreprise

Numéro d'autorisation d'établissement :

L'entreprise requérante dispose d'une autorisation d'exploitation dans le cadre de ses activités :

☐ Oui ☐ Non

Si oui : Numéro de l'arrêté :

Date de l'arrêté :

Autorité :

Taille de l'entreprise / du groupe

Veuillez indiquer ci-dessous la taille de l'entreprise / du groupe et joindre le fichier Excel « Taille de l'entreprise » (modèle fourni) à votre demande d'aide.

Taille de l'entreprise / du groupe : ☐ Petite ☐ Moyenne ☐ Grande

Pour en savoir plus sur la manière de déterminer la taille de votre entreprise, veuillez vous référer à la vidéo ci-jointe : [taille de l'entreprise](#).

3. Identification du projet

Informations générales du projet

Titre du projet :

Date de début des travaux du projet :

Date prévisionnelle d'achèvement de l'investissement :

Localisation(s) du projet :

Le projet sera réalisé dans une zone assistée : ☐ Oui ☐ Non

Description du projet d'investissement

Description de l'investissement :



Description des effets positifs escomptés pour la région concernée (par exemple, nombre d'emplois créés ou maintenus, activités de recherche-développement-innovation, activités de formation, regroupement d'activités et contribution éventuelle du projet à la transition écologique et numérique de l'économie régionale) :

Description de la nécessité de l'aide et de son impact sur la décision relative à l'investissement ou la localisation. Veuillez aussi expliquer la décision sur l'investissement ou la localisation de substitution dans le cas où l'aide ne serait pas octroyée :

Types d'investissements du projet

Les investissements éligibles visent	Choix
1. La production d'équipements pertinents pour la transition vers une économie à zéro émission nette, à savoir des batteries, des panneaux solaires, des turbines éoliennes, des pompes à chaleur, des électrolyseurs et des équipements pour le piégeage et l'utilisation du dioxyde de carbone.	
2. La production de composants essentiels conçus et utilisés principalement comme intrants directs de la production des équipements visés au point 1. ¹	
3. La production ou la valorisation des matières premières critiques correspondantes nécessaires à la production des équipements et des composants essentiels visés aux points 1 et 2. ²	

¹ Ces composants essentiels sont énumérés à l'annexe 2 de la [loi du 3 juillet 2025 instituant un régime d'aides en faveur de la transition vers une économie à zéro émission nette](#).

² Ces matières premières critiques sont visées à l'annexe IV du [règlement \(UE\) n° 651/2014](#).



Coûts d'investissement du projet

Estimation des coûts d'investissement éligibles (hors TVA) :

Types de coûts d'investissement éligibles	Coûts d'investissement (€)
Total	

Veillez joindre les offres de prix / devis à votre demande d'aide.

(Pré-)financement du projet contribuant aux coûts d'investissements

- | | | |
|--|---------------|-----------|
| <input type="checkbox"/> Fonds propres | Description : | Montant : |
| <input type="checkbox"/> Prêt bancaire | Description : | Montant : |
| <input type="checkbox"/> Fonds européens | Description : | Montant : |
| <input type="checkbox"/> Autre(s) | Description : | Montant : |

Suivi

L'entreprise requérante est accompagnée par Luxinnovation : ☐ Oui ☐ Non

Si oui : Nom de la personne de contact :

4. Demande d'aide

Aide à l'investissement (€)

Total des coûts d'investissement éligibles (€) :

Taux d'intensité d'aide demandée (%) :

Montant d'aide à l'investissement demandé (€) :



Avez-vous soumis une demande d'aide ou avez-vous déjà reçu une aide publique (nationale ou européenne) pour les coûts que vous présentez dans le cadre de cette demande ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui : Base légale de la demande d'aide soumise ou de l'aide publique reçue :

5. Pièces à joindre

Les documents suivants doivent obligatoirement faire partie du dossier :

- Identification de l'entreprise requérante et du groupe (entité économique unique) auquel l'entreprise appartient sous forme d'un organigramme, de formulaires renseignant la taille de l'entreprise (modèle fourni) et éventuellement les statuts de l'entreprise ;
- Comptes annuels officiels des deux derniers exercices comptables clôturés de l'entreprise requérante et des entreprises liées (ou comptes consolidés du groupe) ;
- Relevé d'identité bancaire récent ;
- Certificat CCSS (nombre de salariés) ;
- Copie de l'autorisation d'exploitation, si applicable ;
- Offre de prix / devis concernant les coûts d'investissement éligibles ;
- Mandat d'effectuer la démarche (modèle fourni), si applicable ;
- Mandat pour désigner la personne de contact (modèle fourni), si applicable.

6. Déclaration sur l'honneur

En validant cette demande d'aide, l'entreprise certifie l'exactitude des données fournies dans le cadre de la présente demande d'aide et déclare sur l'honneur qu'elle :

1. ne constitue pas une entreprise en difficulté conformément au paragraphe 18 de l'article 2 du Règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (JO, L 187, 26.6.2014, p. 1), modifié par le règlement (UE) 2023/1315 du 23 juin 2023 (JO, L 167, 23.06.2023 p. 1) de la Commission européenne ;
2. ne fait pas l'objet d'une injonction de récupération non exécutée à la suite d'une décision antérieure de la Commission déclarant une aide illégale et incompatible avec le marché intérieur ;
3. n'a pas démarré le projet avant la soumission complète du dossier de demande d'aide auprès du ministère de l'Économie ;
4. ne réalise pas le projet, en totalité ou en partie, pour le compte d'un tiers ;
5. ne fait pas l'objet de mesures restrictives adoptées par l'Union européenne par les actes juridiques visés à l'article 1^{er}, point 2°, de la loi modifiée du 19 décembre 2020 relative à la mise



en œuvre de mesures restrictives en matière financière, et l'article 19, paragraphe 1^{er}, point 2, de la loi du 27 juin 2018 relative au contrôle des exportations ;

6. n'a pas procédé à une délocalisation vers l'établissement dans lequel a lieu l'investissement bénéficiant de l'aide au cours des deux ans précédant la demande d'aide ;
7. ne procédera pas à une telle délocalisation dans les deux ans suivants l'achèvement de l'investissement ;
8. s'engage à maintenir les investissements dans la zone concernée pendant au moins cinq ans s'agissant de grandes entreprises ou trois ans s'agissant de petites et moyennes entreprises à compter de l'achèvement des investissements.

Par ailleurs, l'entreprise accepte de :

1. autoriser le cas échéant, l'autorité d'octroi de publier toute aide étatique supérieure à 100.000 € sur le site de la transparence de la Commission européenne conformément aux dispositions en matière d'aides d'état ;
2. signaler immédiatement au ministère de l'Économie toute modification substantielle intervenue dans le cadre du projet (p.ex. : arrêt, mise en veille ou réduction de taille du projet, objet d'une procédure d'insolvabilité, etc.) ;
3. rembourser l'aide étatique versée, augmentée des intérêts légaux applicables, en cas de non-respect d'une ou plusieurs dispositions de la loi ou des règlements européens applicables ou en cas de gestion impropre ou non-conforme aux lois applicables ;
4. le cas échéant, la transmission des données collectées dans le cadre de la présente demande d'aide à Luxinnovation aux fins de la gestion du dossier.

7. Signature

Par la signature du présent document, je déclare avoir soumis toutes les pièces jointes nécessaires.

Date :

Signature :